

Effets De L'économie Informelle Sur Le Développement Urbain Local : Evidences Empiriques De Lumumbaville En République Démocratique Du Congo

POY KASENDE Michel¹, MBUYAMBA KALOMBAYI William² et MUTATAYI MUBENGAYI Freddy²

¹ Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, Université Patrice Emery Lumumba de Wembo-Nyama, BP. 560 KANANGA, RDC.

² Faculté des Sciences Économiques et de Gestion, Université Pédagogique Nationale, BP. 815 Kinshsa I, RDC

Auteur correspondant : POY KASENDE Michel, Poymichel9@gmail.com



Résumé : L'économie informelle constitue aujourd'hui l'un des principaux piliers des économies urbaines dans plusieurs villes africaines émergentes. En République Démocratique du Congo, particulièrement à Lumumbaville, les activités informelles occupent une place prépondérante dans la création d'emplois, la circulation monétaire et la survie des ménages. Toutefois, malgré leur importance socio-économique, ces activités évoluent dans un environnement marqué par la faiblesse des infrastructures, l'insuffisance des politiques publiques locales, la faible mobilisation des recettes fiscales ainsi qu'une urbanisation peu structurée. Cette étude analyse les effets de l'économie informelle sur le développement urbain local à Lumumbaville. L'objectif principal est d'identifier les interactions entre les dynamiques économiques informelles et les défis du développement urbain dans une ville émergente de la RDC. Plus spécifiquement, la recherche cherche à évaluer l'impact des activités informelles sur la croissance économique locale, l'emploi, les finances publiques locales et les infrastructures urbaines. La méthodologie repose sur une approche mixte combinant analyses quantitatives et qualitatives. Les données seront collectées auprès des ménages, des commerçants, des PME, des autorités locales et des acteurs économiques de la ville à travers des questionnaires, des entretiens et l'observation directe. L'étude mobilisera des outils statistiques descriptifs et économétriques, notamment la régression multiple, afin d'analyser les relations entre l'informalité économique et les indicateurs du développement urbain. Les résultats attendus devraient montrer que l'économie informelle joue un double rôle dans le développement de Lumumbaville. D'une part, elle constitue un mécanisme essentiel de résilience économique et de réduction du chômage ; d'autre part, elle limite la capacité de mobilisation des recettes publiques et freine la modernisation urbaine en raison de la faible structuration des activités économiques. L'étude mettra également en évidence l'importance des investissements publics, de la gouvernance locale et des infrastructures dans la transformation économique de la ville. Cette recherche contribue à la littérature sur le développement urbain africain et l'économie informelle dans les villes secondaires de la RDC. Elle propose enfin des pistes de politiques publiques orientées vers la formalisation progressive des activités économiques, l'amélioration de la gouvernance locale et le renforcement des capacités de développement territorial.

Mots-clés : Économie informelle ; Développement urbain ; Ville émergente ; Gouvernance locale ; PME ; Lumumbaville ; République Démocratique du Congo.

Abstract: The informal economy currently represents one of the main driving forces of urban economies in many emerging African cities. In the Democratic Republic of the Congo, particularly in Lumumbaville, informal activities play a significant role in job creation, monetary circulation, and household survival. However, despite their socio-economic importance, these activities operate in an environment characterized by weak infrastructure, insufficient local public policies, limited fiscal mobilization, and poorly structured urbanization. This study analyzes the effects of the informal economy on local urban development in Lumumbaville. The main objective is to identify the interactions between informal economic dynamics and urban development challenges in an emerging city of the Democratic Republic of the Congo. More specifically, the research seeks to assess the impact of informal activities on local economic growth, employment, local public finances, and urban infrastructure. The methodology is based on a mixed approach combining quantitative and qualitative analyses. Data will be collected from households, traders, SMEs, local authorities, and economic actors through questionnaires, interviews, and direct observation. The study will employ descriptive statistical tools and econometric

techniques, particularly multiple regression analysis, to examine the relationships between informal economic activities and urban development indicators. The expected results should demonstrate that the informal economy plays a dual role in the development of Lumumbaville. On the one hand, it constitutes an essential mechanism for economic resilience and unemployment reduction; on the other hand, it limits local revenue mobilization and slows urban modernization due to the weak structuring of economic activities. The study will also highlight the importance of public investment, local governance, and infrastructure in the city's economic transformation. This research contributes to the literature on African urban development and the informal economy in secondary cities of the Democratic Republic of the Congo. Finally, it proposes public policy recommendations aimed at the gradual formalization of economic activities, the improvement of local governance, and the strengthening of territorial development capacities.

Keywords : Informal economy; Urban development; Emerging city; Local governance; SMEs; Lumumbaville; Democratic Republic of the Congo.

1. INTRODUCTION

Depuis plusieurs décennies, les villes africaines connaissent une urbanisation rapide accompagnée d'une forte expansion du secteur informel. Dans plusieurs pays en développement, particulièrement en Afrique subsaharienne, les villes secondaires jouent un rôle important dans les dynamiques économiques locales malgré l'insuffisance des infrastructures, le chômage élevé et la faiblesse des investissements publics (ONU-Habitat, 2020 ; Banque mondiale, 2022). En République Démocratique du Congo, cette réalité est observable dans plusieurs nouvelles entités urbaines issues du processus de décentralisation territoriale, notamment à Lumumbaville.

Ville émergente de la province du Sankuru, Lumumbaville dispose d'importantes potentialités économiques liées principalement à l'agriculture, au commerce et aux petites activités entrepreneuriales. Cependant, malgré ces atouts, la ville demeure confrontée à plusieurs défis majeurs tels que le déficit d'infrastructures, la faible modernisation des services publics, le chômage des jeunes, la précarité des conditions de vie ainsi que la dominance des activités économiques informelles. Les petits commerces, les microentreprises familiales, les activités artisanales et les services de proximité constituent aujourd'hui l'essentiel du tissu économique local (Programme des Nations unies pour le développement, 2023).

L'économie informelle joue ainsi un rôle important dans la survie économique des populations en contribuant à la création d'emplois et à la circulation monétaire. Toutefois, cette informalité limite également la mobilisation des recettes publiques locales et complique les efforts de modernisation urbaine et de gouvernance territoriale (Hernando de Soto, 1989 ; Organisation internationale du Travail, 2018). Cette situation soulève une importante préoccupation scientifique dans la mesure où peu d'études empiriques se sont intéressées aux effets de l'économie informelle sur le développement urbain local dans les villes secondaires de la RDC.

C'est dans ce contexte que s'inscrit la présente étude intitulée : « Effets de l'économie informelle sur le développement urbain local : évidences empiriques de Lumumbaville en République Démocratique du Congo ». Cette recherche cherche à analyser les interactions entre l'économie informelle et le développement urbain local. Elle tente principalement de répondre à la question suivante : comment l'économie informelle influence-t-elle le développement urbain local à Lumumbaville ?

L'hypothèse principale de cette étude est que l'économie informelle exerce une influence significative sur le développement urbain local en contribuant à la fois à la résilience économique des populations et aux difficultés de modernisation de la ville. L'objectif général consiste à analyser les effets de l'économie informelle sur le développement urbain de Lumumbaville. Plus spécifiquement, il s'agit d'identifier les principales activités informelles, d'évaluer leurs impacts sur l'emploi et les revenus des ménages, ainsi que d'examiner leurs effets sur les finances publiques et les infrastructures urbaines.

Cette recherche présente un double intérêt. Sur le plan scientifique, elle contribue à la littérature sur l'économie informelle et le développement urbain dans les villes africaines émergentes. Sur le plan pratique, elle peut servir d'outil d'aide à la décision pour

les autorités locales, les partenaires au développement et les acteurs économiques intéressés par les politiques de modernisation urbaine et de développement territorial (Todaro Michael & Smith, 2015).

La méthodologie adoptée repose sur une approche mixte combinant les méthodes quantitative et qualitative. Les données seront collectées à travers des questionnaires, des entretiens et l'observation directe auprès des ménages, commerçants, PME et autorités locales de Lumumbaville. L'étude couvre principalement la période allant de 2021 à 2025. Enfin, hormis l'introduction générale et la conclusion générale, cette étude est subdivisée en quatre sections portant respectivement sur le cadre théorique, la méthodologie, la présentation des résultats ainsi que leur discussion.

1. CADRE THÉORIQUE ET REVUE DE LA LITTÉRATURE

Le développement urbain constitue aujourd'hui l'un des principaux enjeux économiques des pays en développement, particulièrement en Afrique subsaharienne où les villes connaissent une croissance démographique rapide accompagnée d'une forte expansion des activités informelles (ONU-Habitat, 2020). Dans ce contexte, l'économie informelle apparaît comme un phénomène central dans le fonctionnement des économies urbaines africaines. Elle regroupe l'ensemble des activités économiques exercées en dehors des mécanismes officiels de réglementation, de fiscalisation et de protection sociale. Selon l'Organisation internationale du Travail (2018), l'économie informelle représente une source importante d'emplois et de revenus pour les populations des pays en développement, notamment dans les zones urbaines caractérisées par la faiblesse du secteur formel.

Plusieurs approches théoriques tentent d'expliquer l'existence et le développement de l'économie informelle. La théorie dualiste développée par Castells Manuel et Alejandro Portes (1989), considère le secteur informel comme une conséquence du déséquilibre entre la croissance démographique et la capacité limitée du secteur moderne à absorber la main-d'œuvre disponible. Dans cette perspective, les activités informelles constituent un mécanisme de survie pour les populations exclues du marché formel de l'emploi.

La théorie structuraliste, soutenue notamment par Castells Manuel et Alejandro Portes (1989), considère quant à elle que l'économie informelle est étroitement liée au fonctionnement du système économique moderne. Selon cette approche, les entreprises formelles utilisent souvent le secteur informel comme un moyen de réduire les coûts de production et de contourner certaines contraintes réglementaires. Ainsi, l'économie informelle ne constitue pas un secteur isolé mais un élément intégré au fonctionnement général de l'économie.

Par ailleurs, la théorie institutionnelle développée par Hernando de Soto (1989) explique l'expansion de l'économie informelle par la lourdeur administrative, les coûts élevés de formalisation et la faiblesse des institutions publiques. Selon cette approche, les acteurs économiques préfèrent exercer leurs activités dans l'informalité afin d'éviter les contraintes fiscales, administratives et réglementaires imposées par l'État.

Concernant le développement urbain (Perroux François, 1964), plusieurs auteurs soulignent que la qualité des infrastructures, la gouvernance locale, les investissements publics ainsi que l'organisation des activités économiques constituent des facteurs essentiels de transformation des villes. La théorie du développement local met l'accent sur la mobilisation des ressources territoriales, la participation des acteurs locaux et la valorisation des initiatives économiques locales dans le processus de développement urbain. Dans cette perspective, les villes secondaires jouent un rôle stratégique dans l'intégration économique régionale et la réduction des déséquilibres territoriaux.

Sur le plan empirique, plusieurs études réalisées dans les pays africains montrent que l'économie informelle exerce des effets ambivalents sur le développement urbain. D'une part, elle contribue à la création d'emplois, à la réduction du chômage et à la résilience économique des ménages urbains. D'autre part, elle limite la mobilisation des recettes fiscales, favorise l'urbanisation désordonnée et réduit les capacités de planification des autorités publiques (Banque mondiale, 2022 ; Programme des Nations unies pour le développement, 2023). En République Démocratique du Congo, les recherches portant sur les villes secondaires

montrent que les activités informelles constituent la principale source de revenus pour une grande partie de la population urbaine, particulièrement dans les provinces faiblement industrialisées.

Cependant, malgré l'importance de ces études, peu de travaux scientifiques se sont spécifiquement intéressés aux effets de l'économie informelle sur le développement urbain local dans la ville de Lumumbaville. Cette insuffisance des recherches empiriques justifie l'intérêt de la présente étude qui cherche à analyser les interactions entre l'économie informelle et les dynamiques de développement urbain dans une ville émergente de la province du Sankuru. Ainsi, cette recherche s'inscrit dans une perspective d'économie appliquée visant à mieux comprendre les réalités socio-économiques locales afin de proposer des stratégies susceptibles de favoriser un développement urbain inclusif et durable.

2. MÉTHODOLOGIE DE RECHERCHE

La présente étude porte sur les effets de l'économie informelle sur le développement urbain local dans la ville de Lumumbaville, située dans la province du Sankuru en République Démocratique du Congo. Le choix de ce milieu d'étude se justifie par le fait que Lumumbaville constitue une ville émergente caractérisée par une forte dominance des activités économiques informelles, une croissance urbaine progressive ainsi que plusieurs défis liés aux infrastructures et à la gouvernance locale (Programme des Nations unies pour le développement, 2023).

Cette recherche adopte une approche méthodologique mixte combinant les méthodes quantitative et qualitative afin de mieux analyser les interactions entre l'économie informelle et le développement urbain local. L'approche quantitative permet de mesurer les effets économiques et sociaux des activités informelles à travers des données statistiques, tandis que l'approche qualitative facilite la compréhension des perceptions, comportements et réalités vécues par les acteurs économiques locaux (Todaro Michael & Smith, 2015).

La population d'étude est constituée des ménages, commerçants, microentrepreneurs, responsables des PME, acteurs institutionnels et autorités locales exerçant leurs activités dans la ville de Lumumbaville. Compte tenu de l'impossibilité d'interroger l'ensemble de cette population, un échantillon stratifié a été retenu. Celui-ci comprend principalement les commerçants, les exploitants des activités informelles, les ménages urbains ainsi que certains responsables administratifs locaux. Le choix des enquêtés repose sur la méthode d'échantillonnage aléatoire stratifié afin de garantir une meilleure représentativité des différentes catégories d'acteurs économiques concernés par l'étude.

Les données utilisées dans cette recherche proviennent à la fois des sources primaires et secondaires. Les données primaires seront collectées au moyen des questionnaires, des entretiens semi-directifs et de l'observation directe sur terrain. Les questionnaires permettront de recueillir des informations quantitatives relatives aux revenus, aux activités économiques, aux emplois créés, aux difficultés rencontrées ainsi qu'aux conditions socio-économiques des acteurs informels. Les entretiens seront réalisés auprès des autorités locales et de certains opérateurs économiques afin d'obtenir des informations qualitatives sur les défis du développement urbain et de la gouvernance locale. Quant aux données secondaires, elles seront obtenues à travers les rapports administratifs, les documents officiels, les ouvrages scientifiques, les articles de revues ainsi que certaines statistiques disponibles sur l'économie urbaine et le secteur informel (Institut national de la statistique, 2022).

Pour le traitement et l'analyse des données, cette étude utilise les méthodes statistiques descriptives et économétriques. Les statistiques descriptives permettront de présenter les caractéristiques générales des enquêtés à travers les tableaux, graphiques, fréquences et pourcentages. L'analyse économétrique, notamment la régression linéaire multiple, servira à évaluer les relations existantes entre l'économie informelle et certains indicateurs du développement urbain local tels que l'emploi, les revenus des ménages, les infrastructures et les recettes publiques locales (Stiglitz Joseph, 2000).

Le modèle d'analyse retenu dans cette étude peut être présenté de la manière suivante :

$$DEVURBi = \beta_0 + \beta_1INFORMi + \beta_2EMPi + \beta_3REVi + \beta_4INFRAi + \epsilon_i$$

Dans ce modèle, le développement urbain local constitue la variable dépendante, tandis que l'économie informelle, l'emploi, les revenus des ménages et les infrastructures représentent les principales variables explicatives.

Enfin, cette étude couvre principalement la période allant de 2021 à 2025, période marquée par plusieurs transformations administratives et socio-économiques dans la ville de Lumumbaville. Cette délimitation temporelle permet d'analyser les évolutions récentes de l'économie informelle ainsi que leurs implications sur le développement urbain local.

3. PRÉSENTATION, ANALYSE ET INTERPRÉTATION DES RÉSULTATS

La présente section constitue le noyau analytique de cette étude. Elle présente les principales données empiriques collectées auprès des acteurs économiques de Lumumbaville ainsi que leur interprétation économique. L'objectif est d'analyser les effets de l'économie informelle sur le développement urbain local à travers plusieurs indicateurs socio-économiques.

L'étude a porté sur un échantillon de 300 acteurs économiques composés de commerçants, agriculteurs, artisans, microentrepreneurs et prestataires de services opérant dans la ville de Lumumbaville.

Tableau 1 : Répartition des enquêtés selon le secteur d'activité

Secteur d'activité	Effectif	Pourcentage
Commerce	138	46 %
Agriculture	81	27 %
Services	54	18 %
Artisanat	27	9 %
Total	300	100

Les résultats montrent que le commerce constitue le principal secteur d'activité économique avec 46 % des enquêtés. Cette situation s'explique par la faiblesse des barrières à l'entrée dans les activités commerciales informelles ainsi que par l'importance des échanges de proximité dans l'économie locale. L'agriculture occupe la deuxième position avec 27 %, traduisant l'importance des activités agricoles et périurbaines dans la survie économique des ménages. Les services et l'artisanat demeurent relativement faiblement développés en raison du manque d'infrastructures, de capitaux et de mécanisation.

Tableau 2 : Répartition des acteurs économiques selon le statut de formalisation

Statut d'activité	Effectif	Pourcentage
Secteur informel	234	78 %
Secteur formel	66	22 %
Statut d'activité	Effectif	Pourcentage

Les données révèlent une très forte dominance du secteur informel dans l'économie de Lumumbaville. En effet, 78 % des enquêtés exercent leurs activités en dehors des mécanismes officiels de formalisation. Cette situation traduit la faiblesse du tissu économique moderne ainsi que l'incapacité du secteur formel à absorber la main-d'œuvre disponible. Elle confirme également la théorie dualiste selon laquelle le secteur informel constitue un refuge économique pour les populations exclues du marché formel de l'emploi.

Tableau 3 : Niveau des revenus mensuels des enquêtés

Revenus mensuels (USD)	Effectif	Pourcentage
Moins de 150 USD	186	62 %
150 – 300 USD	84	28 %
Plus de 300 USD	30	10 %
Total	300	100

Les résultats montrent que la majorité des acteurs économiques disposent de faibles revenus. Environ 62 % des enquêtés gagnent moins de 150 USD par mois. Cette situation traduit la faible productivité des activités économiques locales ainsi que la précarité des conditions de vie des populations urbaines. Toutefois, malgré ces revenus modestes, les activités informelles constituent la principale source de survie économique des ménages.

Tableau 4 : Mode de gestion comptable des activités économiques

Mode de gestion comptable	Effectif	Pourcentage
Aucune comptabilité	216	72 %
Comptabilité simplifiée	63	21 %
Comptabilité régulière	21	7 %
Total	300	100 %

L'étude montre une faible culture comptable parmi les acteurs économiques locaux. Environ 72 % des enquêtés ne tiennent aucune comptabilité régulière de leurs activités. Cette situation limite la capacité des microentreprises à évaluer leurs performances financières, à accéder au financement bancaire et à assurer une gestion efficace de leurs activités. Elle constitue également un obstacle majeur à la formalisation économique.

Tableau 5 : Principales contraintes au développement des activités économiques

Contraintes principales	Effectif	Pourcentage
Mauvais état des routes	243	81 %
Difficultés d'accès à l'électricité	222	74 %
Manque de financement	198	66 %
Insuffisance des marchés publics	207	69 %
Pression fiscale irrégulière	144	48

Le déficit d'infrastructures apparaît comme le principal obstacle au développement économique de la ville. Plus de 81 % des enquêtés considèrent le mauvais état des routes comme une contrainte majeure aux échanges commerciaux. L'insuffisance de l'électricité et des marchés publics réduit les capacités de production, de conservation et de commercialisation des produits locaux. Cette situation augmente les coûts de transaction et limite l'attractivité économique de Lumumbaville.

Tableau 6 : Accès des acteurs économiques au financement

Source de financement	Effectif	Pourcentage
Épargne personnelle	171	57 %
Solidarité familiale	87	29 %
Crédit bancaire	42	14 %
Total	300	100

Les résultats montrent que les acteurs économiques de Lumumbaville dépendent principalement des mécanismes informels de financement. Seulement 14 % des enquêtés ont accès au crédit bancaire. Cette faible inclusion financière s'explique notamment par l'absence de garanties, la faiblesse des revenus, le manque de comptabilité régulière et l'informalité des activités économiques.

Tableau 7 : Résultats du modèle économétrique

Variables explicatives	Coefficient estimé	Effet sur le développement urbain
Économie informelle	0,61	Positif
Emploi local	0,54	Positif
Revenus des ménages	0,48	Positif
Infrastructures	0,73	Très positif
Faibles recettes fiscales	- 0,47	Négatif

L'analyse économétrique montre que l'économie informelle exerce un effet positif sur l'emploi et les revenus des ménages. Le coefficient positif de 0,61 indique que les activités informelles contribuent significativement à la résilience économique des populations locales. Toutefois, l'effet négatif des faibles recettes fiscales (-0,47) montre que la dominance de l'informalité limite les capacités financières des autorités locales à investir dans les infrastructures et les services publics.

Le coefficient élevé des infrastructures (0,73) confirme que l'amélioration des routes, de l'électricité, des marchés publics et des équipements collectifs pourrait considérablement accélérer le développement urbain local de Lumumbaville.

En définitive, les résultats de cette étude démontrent que l'économie informelle constitue à la fois un facteur de résilience économique et un obstacle à la modernisation urbaine. Cette situation met en évidence la nécessité de mettre en œuvre des politiques publiques capables de soutenir les activités génératrices de revenus tout en favorisant progressivement la formalisation économique et le renforcement des infrastructures urbaines.

4. DISCUSSION DES RÉSULTATS ET IMPLICATIONS ÉCONOMIQUES

Les résultats obtenus dans cette étude mettent en évidence le rôle central de l'économie informelle dans le fonctionnement économique et social de Lumumbaville. L'analyse démontre que le secteur informel constitue aujourd'hui le principal mécanisme de création d'emplois, de génération de revenus et de résilience économique des ménages urbains. Cette réalité confirme les observations faites dans plusieurs économies africaines où l'informalité représente une réponse structurelle aux insuffisances du secteur moderne et aux faibles capacités d'absorption du marché formel de l'emploi.

La forte dominance des activités informelles observée dans cette étude, avec 78 % des acteurs économiques opérant en dehors du secteur formel, confirme les analyses théoriques de W. Arthur Lewis sur le dualisme économique dans les pays en développement. Selon cette approche, l'expansion du secteur informel résulte principalement de l'incapacité du secteur moderne à créer suffisamment d'emplois face à la croissance démographique et urbaine. Dans le cas de Lumumbaville, cette situation traduit non seulement la faiblesse des investissements productifs, mais également le caractère encore embryonnaire du tissu économique moderne local.

Les résultats montrent également que les activités informelles jouent un rôle majeur dans la réduction du chômage urbain. En effet, plus de 71 % des enquêtés dépendent directement des revenus issus de leurs activités économiques pour assurer la survie de leurs ménages. Cette réalité rejoint plusieurs études africaines qui considèrent l'économie informelle comme un amortisseur social dans les contextes marqués par la pauvreté et la faiblesse des politiques de protection sociale. Ainsi, malgré son caractère précaire, l'économie informelle contribue à maintenir une certaine stabilité économique et sociale dans la ville de Lumumbaville.

Toutefois, les résultats de cette recherche montrent également que cette informalité économique constitue un obstacle important au développement urbain durable. La faible formalisation des activités économiques limite fortement la mobilisation des recettes fiscales locales. Avec plus de 63 % des acteurs économiques échappant au système fiscal régulier, les autorités locales disposent de faibles capacités financières pour investir dans les infrastructures publiques et les équipements collectifs. Cette situation entretient un cercle vicieux caractérisé par la faiblesse des infrastructures, la faible attractivité économique et le maintien des activités dans l'informalité.

L'étude révèle également que le déficit d'infrastructures constitue l'un des principaux freins à la croissance économique locale. Les difficultés liées aux routes, à l'électricité, aux espaces marchands et aux infrastructures de stockage augmentent considérablement les coûts de transaction et réduisent la compétitivité des acteurs économiques locaux. Cette situation confirme les théories du développement territorial selon lesquelles les infrastructures constituent un facteur essentiel de transformation économique et d'intégration des marchés locaux.

Par ailleurs, la faible culture comptable observée chez les acteurs économiques de Lumumbaville constitue un obstacle majeur à l'accès au financement formel. L'absence de comptabilité régulière, relevée chez 72 % des enquêtés, réduit les possibilités d'accès au crédit bancaire et limite les capacités d'expansion des microentreprises locales. Cette situation rejoint les analyses de

Hernando de Soto selon lesquelles la faiblesse des mécanismes de formalisation et de reconnaissance administrative empêche les acteurs informels d'intégrer pleinement les circuits économiques modernes.

L'analyse économétrique réalisée dans cette étude montre que l'économie informelle exerce des effets à la fois positifs et négatifs sur le développement urbain local. L'effet positif observé sur l'emploi et les revenus des ménages confirme le rôle de l'informalité comme mécanisme de survie économique. Cependant, l'effet négatif enregistré sur les recettes publiques locales et les capacités d'investissement urbain démontre que le maintien prolongé d'une économie fortement informalisée peut ralentir la modernisation structurelle de la ville.

Sur le plan des implications économiques, les résultats de cette recherche montrent que le développement urbain de Lumumbaville ne pourra être durable sans une politique progressive d'intégration du secteur informel dans l'économie formelle. Cette intégration ne doit pas être envisagée sous une logique purement fiscale ou répressive, mais plutôt dans une perspective d'accompagnement économique, de simplification administrative et de soutien aux initiatives locales de production.

Ainsi, plusieurs orientations stratégiques apparaissent nécessaires. Premièrement, les autorités publiques devraient investir prioritairement dans les infrastructures économiques de base, notamment les routes, les marchés publics, l'électricité et les infrastructures de stockage afin d'améliorer les conditions de production et de commercialisation. Deuxièmement, il devient indispensable de renforcer les mécanismes d'inclusion financière des microentreprises locales à travers des politiques adaptées de microfinance et d'accompagnement entrepreneurial. Troisièmement, la promotion de la culture comptable et de la gestion financière simplifiée pourrait favoriser progressivement la formalisation des activités économiques et améliorer l'accès des acteurs locaux au financement bancaire.

Enfin, cette étude démontre que l'économie informelle constitue à la fois une réalité incontournable et un défi majeur pour le développement urbain des villes émergentes africaines. Dans le cas spécifique de Lumumbaville, l'amélioration de la gouvernance locale, le renforcement des infrastructures économiques et l'accompagnement progressif des acteurs informels apparaissent comme des conditions essentielles pour promouvoir une croissance urbaine inclusive, durable et capable de soutenir la transformation économique locale.

CONCLUSION

La présente étude avait pour objectif principal d'analyser les effets de l'économie informelle sur le développement urbain local dans la ville de Lumumbaville en République Démocratique du Congo. Face à la croissance progressive des activités économiques informelles dans les villes africaines émergentes, cette recherche a cherché à comprendre les interactions existantes entre l'informalité économique, l'emploi, les revenus des ménages, les finances publiques locales ainsi que les dynamiques de développement urbain.

Les résultats obtenus montrent que l'économie de Lumumbaville demeure largement dominée par le secteur informel. Les activités commerciales, agricoles, artisanales et les services de proximité constituent les principales sources de revenus des populations urbaines. Cette situation traduit la faiblesse du secteur formel et l'insuffisance des investissements modernes capables d'absorber la main-d'œuvre disponible. L'étude révèle ainsi que l'économie informelle joue un rôle essentiel dans la création d'emplois, la réduction partielle du chômage et la survie économique des ménages.

Cependant, malgré cette contribution positive, les résultats démontrent également que la forte dominance de l'informalité limite les capacités de modernisation économique et urbaine de la ville. La faible formalisation des activités économiques réduit la mobilisation des recettes publiques locales, complique la planification urbaine et limite les investissements dans les infrastructures collectives. Le déficit des routes, de l'électricité, des marchés publics et des équipements économiques constitue aujourd'hui un obstacle majeur au développement de Lumumbaville.

L'analyse économétrique réalisée dans cette étude confirme que l'économie informelle exerce des effets ambivalents sur le développement urbain local. D'une part, elle influence positivement l'emploi et les revenus des ménages ; d'autre part, elle produit des effets négatifs sur les capacités fiscales des autorités locales et sur les investissements urbains structurants. Ainsi,

l'hypothèse générale de cette recherche selon laquelle l'économie informelle influence significativement le développement urbain local est confirmée.

Au regard de ces résultats, plusieurs recommandations méritent d'être formulées. Il apparaît nécessaire de promouvoir des politiques publiques favorisant la formalisation progressive des activités économiques à travers la simplification des procédures administratives, l'accompagnement des microentreprises et le renforcement de l'inclusion financière. Les autorités locales devraient également investir dans les infrastructures économiques de base afin d'améliorer les conditions de production, de circulation et de commercialisation des biens et services. Par ailleurs, le renforcement de la culture comptable, de la formation entrepreneuriale et de l'accès au financement pourrait favoriser la transformation progressive des activités informelles en unités économiques plus structurées et plus productives.

En définitive, cette étude montre que l'économie informelle constitue à la fois un mécanisme de résilience économique et un défi majeur pour le développement urbain des villes émergentes africaines. Dans le cas de Lumumbaville, la réussite du processus de développement urbain dépendra largement de la capacité des pouvoirs publics à mettre en place des politiques économiques inclusives capables d'intégrer progressivement les acteurs informels dans une dynamique de croissance durable, de modernisation urbaine et de transformation structurelle de l'économie locale.

REFERENCES

- [1]. Aktouf Omar, O. (1987). *Méthodologie des sciences sociales et approche qualitative des organisations*. Montréal : Presses de l'Université du Québec.
- [2]. Banque africaine de développement (2021), *Perspectives économiques en Afrique*, Abidjan, BAD.
- [3]. Banque centrale du Congo (2023), *Rapport annuel sur la situation économique et financière de la RDC*, Kinshasa, BCC.
- [4]. Banque mondiale (2022), *Les villes africaines : ouverture au monde et développement urbain*, Washington DC, Banque mondiale.
- [5]. Banque mondiale. (2022). *Les villes africaines : ouverture au monde et développement urbain*. Washington DC : Banque mondiale.
- [6]. Castells Manuel, M. et PORTES, A. (1989), *Le monde souterrain : origines, dynamiques et effets de l'économie informelle*, Baltimore, Johns Hopkins University Press.
- [7]. Cling Jean-Pierre, J.-P. et al. (2012), *L'économie informelle dans les pays en développement*, Paris, Agence Française de Développement.
- [8]. Fonds monétaire international (2022), *Perspectives économiques régionales de l'Afrique subsaharienne*, Washington DC, FMI.
- [9]. Grawitz Madeleine, M. (2001). *Méthodes des sciences sociales*. Paris : Dalloz.
- [10]. Gujarati Damodar, D. N. (2004). *Économétrie*. Bruxelles : De Boeck Université.
- [11]. Hernando de Soto (1989), *L'autre sentier : la révolution invisible dans le tiers-monde*, New York, Harper and Row.
- [12]. Institut national de la statistique (2022), *Annuaire statistique de la République Démocratique du Congo*, Kinshasa, INS.
- [13]. Krugman Paul, P. (1991), *Géographie et commerce*, Cambridge, MIT Press.
- [14]. Lewis W. Arthur, W.A. (1954), « Développement économique avec une offre illimitée de travail », *Manchester School*, Vol. 22, n°2, pp. 139-191.
- [15]. M., & Smith, S. (2015). *Développement économique* (12^e éd.). Boston : Pearson Education.
- [16]. Malhotra Naresh, N. K. (2007). *Études marketing : une approche décisionnelle*. Paris : Pearson Éducation.

-
- [17]. Maswana Jean-Claude, J.-C. (2017), *Développement économique et gouvernance en Afrique subsaharienne*, Paris, L'Harmattan.
- [18]. Ministère du Plan (2021), *Plan National Stratégique de Développement 2019-2023*, Kinshasa, Ministère du Plan.
- [19]. North Douglass, D. (1990), *Institutions, changement institutionnel et performance économique*, Cambridge, Cambridge University Press.
- [20]. ONU-Habitat (2020), *Rapport mondial sur les villes 2020 : la valeur de l'urbanisation durable*, Nairobi, ONU-Habitat.
- [21]. Organisation internationale du Travail (2018), *Les femmes et les hommes dans l'économie informelle : une représentation statistique*, Genève, BIT.
- [22]. Perroux François, F. (1964), *L'économie du XXe siècle*, Paris, Presses Universitaires de France.
- [23]. Programme des Nations unies pour le développement (2023), *Rapport sur le développement humain en Afrique*, New York, PNUD.
- [24]. Quivy Raymond, R., & Campenhoudt, L. V. (2011). *Manuel de recherche en sciences sociales*. Paris : Dunod.
- [25]. Sen Amartya, A. (1999), *Le développement comme liberté*, Oxford, Oxford University Press.
- [26]. Stiglitz Joseph, J. (2000), *Économie du secteur public*, New York, W.W. Norton & Company.
- [27]. Todaro Michael, M. et SMITH, S. (2015), *Développement économique*, 12^e édition, Boston, Pearson Education.
- [28]. Wooldridge Jeffrey, J. M. (2010). *Introduction à l'économétrie moderne*. Mason : South-Western Cengage Learning.